mentation est attribuée à l'accélération de l'industrie touristique. La construction fait cependant exception au relèvement général. Le déclin de son emploiement est attribué au moins grand nombre d'entreprises d'assistance-chômage.

Prix.—Le niveau des prix de gros n'a pas beaucoup changé au cours du premier semestre de 1936. Il a plutôt conservé la fermeté qui le caractérisait depuis deux ans. Plusieurs causes fondamentales ont contribué à la hausse du niveau des prix dans le dernier semestre de l'année. La pire sécheresse qu'on ait enregistrée depuis nombre d'années a donné une vive impulsion aux prix des produits agricoles. Les influences prépondérantes qui déterminèrent la hausse des prix ont été la diminution des stocks de denrées qui encombraient les marchés mondiaux, la transformation de la position de la réserve d'or due en partie à la revalorisation, et l'expansion du pouvoir d'achat qui a accompagné le relèvement des affaires. Les dépenses croissantes en armements de la plupart des pays a augmenté la demande pour plusieurs matières premières produites au Canada.

Pendant toute la durée du déclin qui s'est arrêté au cours des premiers mois de 1933, le prix des matières premières a baissé plus rapidement que celui des produits transformés, et la contraction qui en est résultée dans les revenus des producteurs primaires eut un effet déprimant sur le commerce. Cette disparité entre les prix de gros se dissipa en 1936, l'indice des matières brutes et partiellement ouvrées s'établissant à 75·8 en novembre, contre 75·5 pour les produits totalement ou presque totalement ouvrés.

Banques.—A la suite d'un déclin de près de sept ans, les emprunts courants placés par les banques à charte ont augmenté modérément au cours du deuxième semestre de 1936. Les facteurs principaux qui ont retardé le tournant des affaires furent la liquidation des dettes à même les profits accrus de l'industrie, la réorganisation financière des corps publics et des autres grandes institutions et les recettes limitées provenant des opérations agricoles, qui ont absorbé, ces dernières années, près de 30 p.c. du total des emprunts strictement commerciaux et des escomptes consentis par le Dominion. Jusqu'aux six derniers mois de l'année, ces facteurs ont continué de contre-balancer les autres facteurs qui tendaient à élargir le crédit bancaire.

A la fin de décembre les dépôts à préavis atteignaient leur plus haut niveau connu, à \$1,548 millions, comparativement à \$1,526 millions en janvier 1929. En raison du déclin progressif dans les emprunts et de l'expansion concomitante des dépôts, les banques durent acheter de nombreuses valeurs mobilières.

Finances publiques.—D'après le budget de 1937 les recettes totales du Gouvernement du Dominion à la fin de l'année fiscale terminée le 31 mars 1937 étaient estimées à \$452,123,000, soit une augmentation de \$79,527,000 sur 1936. Les dépenses totales pour la même période furent de \$539,518,000, soit une augmentation de \$6,933,000 sur l'année précédente. Dans cette somme il y a \$80,429,000 de dépenses spéciales. Le déficit s'établit à \$87,395,000, comparativement à \$159,989,000 l'année précédente. La dette nette du pays était estimée à \$3,093,495,000 au 31 mars 1937.

Sous-section 2.—Autres principaux événements de l'année.

Le trône.—Les représentants du Canada au couronnement de Sa Majesté le roi George VI, le 12 mai 1937, furent le Très honorable W. L. Mackenzie King, M.P., premier ministre, président du Conseil Privé et secrétaire d'Etat aux Affaires Extérieures; l'hon. E. Lapointe, C.R., M.P., ministre de la Justice; l'hon. T. A. Crerar,